





LES ENNEMIS  
DE NAPOLEON

## DU MÊME AUTEUR

*La Littérature française du XVIII<sup>e</sup> siècle*, PUF, 1983 (rééd. 2002).

*La France napoléonienne, aspects extérieurs*, avec Roger Dufraisie, Seuil, 1999 (rééd. 2008).

*Les Grands Traités du Consulat et de l'Empire*, Nouveau Monde éditions/Fondation Napoléon, 2002-2004, 3 vol.

*Histoire de la Prusse*, Seuil, 2005 (« Points », 2010).

*Un crime d'État sous l'empire : l'affaire Palm, Vendémiaire*, 2016 (prix Mauguin de l'Institut).

*Eugène de Beauharnais. Fils et vice-roi de Napoléon*, Tallandier, 2021 (grand prix de la Fondation Napoléon).

*Napoléon et la Prusse*, Le Cerf, 2022.

Michel Kerautret

LES ENNEMIS  
DE NAPOLEON

*Ceux qui l'ont vaincu*

TALLANDIER

Cartes : © Légendes Cartographie / Éditions Tallandier, 2026

© Éditions Tallandier, 2026  
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris  
[www.tallandier.com](http://www.tallandier.com)

ISBN : 979-10-210-5441-7

## Introduction

Consacrer un livre aux vainqueurs de Napoléon pourrait sembler saugrenu. Comme si Napoléon avait été vaincu. Comme si sa défaite apparente n'était pas juste le prélude terrestre à son triomphe posthume. Comme s'il n'était pas admis que la passion de Sainte-Hélène et la résurrection opérée par la légende conduisent à son triomphe et à son apothéose. Comme si toutes ses biographies ne se terminaient pas par un chapitre rédempteur sur cette revanche grandiose : « Vivant, il a manqué le monde, mort il le possède », avait résumé Chateaubriand. « Toujours lui ! Lui partout, constate Victor Hugo. Toujours Napoléon, éblouissant et sombre/ Sur le seuil du siècle est debout<sup>1</sup>. »

Il « possède » particulièrement la France, où tant d'institutions, deux siècles après sa mort, renvoient encore à son imagination créatrice et à sa volonté réalisatrice. Il serait trop long de toutes les énumérer, mais chacun le sait, le Code civil, le Conseil d'État, la Cour des comptes, la Banque de France, la Légion d'honneur, les préfets, les lycées, tout renvoie à Napoléon<sup>2</sup>. On trouve certes des ébauches ou des éléments de ceci ou de cela sous l'Ancien Régime ou sous la Révolution, mais c'est bien sa vision, son intelligence pratique et son énergie prodigieuse qui en ont tiré l'édifice que nous connaissons. Pour le dire encore avec les mots de Chateaubriand, « [Bonaparte] est grand pour avoir créé un gouvernement régulier, un code de lois adopté en divers pays, des cours de justice, des écoles,

une administration forte, active, intelligente. Il est grand pour avoir fait renaître en France l'ordre au sein du chaos<sup>3</sup> ».

Et pourtant le fait est qu'à l'échelle d'une vie humaine, « l'épisode » napoléonien ne dure qu'un moment et se termine par une défaite complète à l'extérieur, alors même que Napoléon demeure avant tout dans la mémoire collective comme l'un des chefs de guerre les plus étonnants de l'histoire. Tant de batailles gagnées pour perdre la guerre au bout du compte. Charles de Gaulle, qui prêcha l'inverse en 1940, n'oublie certes pas de mettre dans la balance « l'incroyable prestige dont il couvrit nos armes ». Mais dans la réalité concrète, « Napoléon a laissé la France écrasée, envahie, vidée de sang et de courage, plus petite qu'il ne l'avait prise, condamnée à de mauvaises frontières, exposée à la méfiance de l'Europe<sup>4</sup> ».

S'agirait-il alors d'opposer le législateur avisé et le stratège déficient ? Ou bien l'Empereur, en dépit de tout son génie, a-t-il dû s'incliner devant des nécessités insurmontables ? Faut-il reconnaître plutôt la supériorité collective de ceux qui se sont associés contre lui et ont fini par le terrasser ?

Il nous a semblé intéressant d'examiner la défaite napoléonienne sous cet angle au fil d'une galerie de personnages divers s'étant alliés pour combattre ce souverain d'un nouveau type. Et finalement contribuer à le vaincre, aussitôt ou à terme. La liste de ces adversaires est longue, et il ne s'agit pas de dresser ici un catalogue. On pourrait y inclure des entités collectives, depuis les révoltés de Saint-Domingue en 1802 jusqu'aux insurgés de 1813 à Hambourg ou en Hollande, en passant par les guérillas napolitaine et espagnole et les soulèvements de 1809 en Allemagne. Il y a les oppositions actives en France même, des royalistes dissimulés, des républicains mécontents. On pourrait incriminer des trahisons de militaires, Sarrazin, Jomini, Marmont, Bourmont ; des ennemis cachés au cœur du système, Bernadotte ou Talleyrand. Sans oublier la famille Bonaparte, si funeste à certains égards, entre les contestations

## INTRODUCTION

de Louis, les insuffisances de Joseph et de Jérôme, et pour finir la trahison de Caroline et de son époux Murat. Il faudrait mentionner des dizaines d'acteurs européens, souverains irréciliables comme Gustave IV de Suède ou Marie-Caroline de Naples, généraux obstinés, ministres retors. Et puis toute une armée de publicistes, d'écrivains politiques, de pamphlétaires, de propagandistes et caricaturistes ayant contribué, en Angleterre, à créer l'image ridicule et terrifiante de l'ogre « Boney », en Allemagne à susciter la haine. Et au-delà, toute une opinion publique des cours et de l'aristocratie.

Ils sont trop nombreux pour que l'on puisse les énumérer :

À l'époque de l'empire, observe un diplomate russe, toute la haute société en Europe haïssait Napoléon ; dans cette croisade se confondaient tous les salons indépendants, toutes les notabilités qui ne s'étaient pas trouvées immédiatement entraînées dans l'orbite du grand capitaine. Cette opinion n'avait pas besoin de se formuler en langage de parti ; on conspirait en plein vent, si l'on peut appeler de ce nom l'aveu d'une commune antipathie contre un pouvoir qui écrasait à la fois tant de pays divers et tant de convictions opposées. Tout le monde sait que cette sorte de conjuration à découvert a fortement contribué à ruiner peu à peu en Europe la puissance de Napoléon, et amener finalement sa chute<sup>5</sup>.

À défaut de dresser un inventaire complet, on s'en tiendra ici à une quinzaine de figures de protagonistes, français ou étrangers, ayant œuvré dans divers pays et dans différents domaines, selon des parcours particuliers, plus ou moins précocement, à abattre Napoléon.

[illegible]

400 km

## PROLOGUE

### Les vainqueurs à Paris

Ils sont venus, ils sont tous là, en ce printemps de 1814. Napoléon est à terre, la campagne de l'hiver en Champagne n'aura pu que retarder l'échéance. Leur victoire est totale : ils donnent la loi au peuple français dans la capitale de l'empereur vaincu. Certains d'entre eux l'ont toujours combattu, depuis quinze ans qu'il gouverne la France, l'ayant récusé d'emblée. D'autres sont entrés dans l'arène plus tard. Ils n'ont pas forcément les mêmes ambitions pour l'avenir. Mais pour l'heure ils se félicitent à l'unisson d'avoir abattu l'ennemi commun.

Divine surprise, Paris avait capitulé après une seule journée de combats aux barrières, alors qu'elle était loin d'être encerclée, sans laisser à l'Empereur le temps d'arriver à la rescousse depuis Fontainebleau. Les responsables de la défense avaient manqué de résolution, à commencer par Joseph Bonaparte, mais le rapport des forces était trop défavorable. « Paris et l'invasion étaient en présence : l'invasion dans sa toute-puissance, avec ses princes, ses chefs les plus décidés, ses corps d'élite, 150 000 hommes ; Paris surpris sans garnison, sans armes, sans un retranchement ébauché, surpris enfin comme en pleine paix<sup>1</sup>. »

C'est ainsi que le 31 mars à midi, la capitulation ayant été conclue dans la nuit, les vainqueurs faisaient leur entrée triomphale dans la capitale par la porte Saint-Martin : Russes,

Prussiens, Autrichiens. Précédés des Cosaques rouges de Denisov, les chefs de la coalition chevauchent côte à côte : l'empereur Alexandre entouré du roi Frédéric-Guillaume III de Prusse et du généralissime autrichien Schwarzenberg – l'empereur François n'est pas encore arrivé. Une foule de généraux des différentes armées se presse à leur suite : le prince héritier de Wurtemberg, les Russes Langeron, Barclay de Tolly, Sacken, Pahlen, Vorontsov ; les Autrichiens Radetzky et Liechtenstein ; les Prussiens Gneisenau, Kleist, Yorck, mais pas Blücher, alité à ce moment-là<sup>2</sup>. Puis des milliers de soldats, et pour finir les chevaliers-gardes russes. Au milieu de Parisiens partagés entre des sentiments divers, ce cortège militaire défile dans les rues de la capitale jusqu'aux Champs-Élysées où la journée se termine par une parade.

La logique aurait voulu qu'après la capitulation militaire, une négociation s'engageât. Des conversations n'avaient-elles pas eu lieu un mois plus tôt à Châtillon entre les représentants des Alliés et ceux de Napoléon ? Mais les coalisés ne trouvent à Paris aucun interlocuteur qualifié pour parler au nom de l'Empereur. Le 29 mars, Joseph a contraint l'impératrice Marie-Louise à partir, en dépit de ses protestations, vers Rambouillet puis Blois<sup>3</sup>. Lui-même s'en est allé le lendemain avec Jérôme. Les membres du conseil de régence ont fait de même, y compris l'archichancelier Cambacérès. Les ministres ont suivi, ayant reçu l'ordre de les imiter : Clarke, ministre de la Guerre, Savary, ministre de la Police. Seul demeure Talleyrand, qui s'est arrangé pour rester après avoir fait semblant de partir<sup>4</sup>. Les Alliés victorieux sont donc confrontés au vide côté français. Plus exactement, les ennemis de l'extérieur de Napoléon ne trouvent en face d'eux que ses ennemis de l'intérieur : opposants déclarés de longue date pour certains, traîtres ou ennemis secrets pour d'autres, opportunistes de la dernière heure. Eux aussi sont dans le camp des vainqueurs.

Rien n'illustre mieux cette convergence entre les adversaires de l'extérieur et de l'intérieur que l'installation de l'empereur Alexandre chez Talleyrand, à l'hôtel Saint-Florentin, dès l'après-midi du 31 mars. « Eh bien, nous voilà dans ce fameux Paris ! C'est vous qui nous y avez amenés, monsieur de Talleyrand », aurait alors déclaré l'empereur<sup>5</sup>. Tout va très vite ensuite : le soir même se réunissent autour de Talleyrand, dans le grand salon du premier étage, outre le tsar, le roi de Prusse et Schwarzenberg, les Russes Nesselrode et Pozzo di Borgo, l'Autrichien Liechtenstein, ainsi que trois comparses de Talleyrand, le duc Dalberg, l'abbé de Pradt et le baron Louis<sup>6</sup>. C'est là que tout se joue. Alors que les Alliés hésitent encore sur la suite, le Français en a lui une vision claire, dont il sait que c'est aussi celle de l'Angleterre, et il trouve les arguments propres à la faire partager. Il exclut toute solution conservant Napoléon sur le trône, mais aussi une régence au nom de son fils. Seuls les Bourbons offriront une garantie de paix à l'Europe. Ils ont en outre l'avantage de représenter un principe. Alexandre se laisse convaincre et l'on déclare qu'on ne traitera pas avec Napoléon ni avec aucun membre de sa famille. Une proclamation en ce sens est aussitôt imprimée.

Il reste cependant à imposer les Bourbons à la France, qui les déteste ou les a oubliés, à l'exception de quelques royalistes nostalgiques. Talleyrand agit avec détermination. Le soir du 31 mars, il forme un gouvernement provisoire de cinq membres qu'il présidera, composé de Dalberg, son âme damnée ; du général de Beurnonville, une relation de longue date ; de Jaucourt, qui avait accompagné le comte de Provence dans les premiers temps de son émigration ; et de l'ancien agent royaliste Montesquiou<sup>7</sup>. Roux-Laborie, une créature de Talleyrand, assure le secrétariat<sup>8</sup>. Les directeurs des journaux sont changés. En sa qualité de vice-grand électeur, le prince convoque les sénateurs jugés les plus sûrs pour 15 h 30 le 1<sup>er</sup> avril, afin de ratifier la formation de son gouvernement. Des ministres sont désignés,

soigneusement choisis : le général Dupont, qui garde rancune à Napoléon de l'injustice qu'il a subie en 1808 après la défaite de Baylen ; le vieux Malouet, ancien émigré disgracié en 1812 ; l'ex-abbé Louis, vieille relation de l'ex-évêque d'Autun ; Bourrienne, autrefois ami de Bonaparte qui l'a révoqué pour corruption ; le général Dessolles, écarté du premier cercle de l'Empereur en 1806. Pradt, sanctionné pour son incapacité à Varsovie en 1812, est nommé de même grand chancelier de la Légion d'honneur. D'autres comme Anglès ou Pasquier, issus de la noblesse de robe d'Ancien Régime, sont jugés mûrs pour un changement de camp. Le même soir, les conseils de Paris et de la Seine votent la motion de l'avocat Bellart, un royaliste convaincu, et déclarent renoncer à toute obéissance envers Napoléon<sup>9</sup>.

Le lendemain, 2 avril, les journaux, bien pris en main, font assaut d'injures envers l'empereur tombé. La brochure de Chateaubriand, *De Buonaparte et des Bourbons*, poussera bientôt ce genre au paroxysme. Le Sénat, dont on a réuni dans la soirée du 2 les 64 membres les plus sûrs, vote sans presque en débattre la proposition du sénateur belge Lambrechts – un opposant qui a du moins le mérite de la constance – de proclamer la déchéance de l'Empereur. On attendra le lendemain pour formuler les considérants : Napoléon « a déchiré le pacte qui l'unissait au peuple français ». Les députés du Corps législatif présents au Palais-Bourbon déclarent peu après « adhérer » à la décision du Sénat.

Dans la rue, les royalistes les plus résolus, des jeunes gens appartenant à l'ancienne noblesse, sortent au grand jour, arborent des cocardes blanches et vocifèrent. Certains se sont bornés à applaudir le défilé des Alliés dans les beaux quartiers. D'autres s'assemblent en petits groupes bruyants, tâchant d'entraîner les passants pour réclamer le retour des Bourbons. On assiste même à des voies de fait : des emblèmes de l'Empire, des N sont effacés. Quelques exaltés conduits par Sosthène de La Rochefoucauld essaient de jeter bas la statue impériale de la colonne Vendôme ; des soldats russes les en empêchent.

Elle sera officiellement retirée le 8 avril par ordre du gouvernement provisoire. Deux jours plus tôt, le Sénat avait décidé d'appeler « librement » au trône « Louis Stanislas Xavier de France, frère du dernier roi ».

Cependant, Napoléon ne s'avoue pas vaincu : depuis Fontainebleau, il se prépare à prendre les Alliés à revers. Cette menace lui permet au moins d'espérer obtenir son maintien sur le trône. Talleyrand, qui mesure ce risque, avait espéré la mort de Napoléon au cours de la campagne. A-t-il voulu en outre forcer le destin ? L'ancien chouan Maubreuil assura plus tard avoir reçu mission, *via* Roux-Laborie, d'assassiner l'Empereur à Fontainebleau<sup>10</sup>. Il n'en est pas besoin : dans le même temps, le maréchal Marmont, duc de Raguse, à qui Napoléon a confié son avant-garde, a été « enveloppé ». Sa défection, parachevée par la trahison de son adjoint Souham, prive Napoléon de ses derniers atouts. Caulaincourt ne peut plus négocier que quelques miettes pour l'Empereur et sa famille en échange de son abdication, bientôt inconditionnelle : le traité de Fontainebleau du 11 avril lui accorde l'île d'Elbe, une garde de 400 hommes, une corvette et 2 millions de liste civile sur le Trésor français<sup>11</sup>. Cette fois, la défaite est constatée par un acte juridique et reconnue par l'intéressé.

Les Alliés ont déjà célébré leur triomphe la veille par de grandes parades sur la place de la Concorde. Il reste à élaborer un traité de paix entre la France et les puissances coalisées, mais ceux qui parlent désormais au nom de la France sont trop redevables aux ennemis/alliés qui les ont rétablis pour discuter leurs conditions. Tout se fait donc dans le meilleur esprit. Et les vainqueurs de Napoléon, réunis à Paris, peuvent se congratuler sans arrière-pensée pendant les deux mois qui suivent, jusqu'au traité de paix du 30 mai et à l'évacuation du territoire laissé à la France. La vie est belle à Paris en ce printemps : spectacles, réceptions, défilés se succèdent. Des relations cordiales s'établissent parfois, et pas seulement avec les

filles du Palais-Royal. Les soldats sont logés dans des casernes ou dressent des campements pittoresques. Les officiers ont reçu des billets de logement chez l'habitant. Les dignitaires occupent les palais et les hôtels particuliers. Un seul être manque et tout est repeuplé. Napoléon était bien le seul obstacle à l'harmonie universelle : d'innombrables pamphlets, complétés par des caricatures injurieuses, s'emploient à le démontrer sans pitié au cours des semaines suivantes<sup>12</sup>.

Les protagonistes n'ont pas tous paru en même temps dans la capitale. L'empereur François, resté d'abord à Dijon, n'arrive que le 10 avril avec Metternich, Hardenberg et Castlereagh ; il s'installe près de l'Élysée, dans l'hôtel de Pauline Bonaparte. Stein, qui les a précédés d'une journée, trouve les rues sales, étroites, malodorantes. Bernadotte, laissant son armée à Liège, surgit le 12. Wellington, retenu dans le Sud-Ouest, ne rejoint pas avant le début de mai. Les diplomates sont là aussi : outre les trois ministres Metternich, Castlereagh et Hardenberg, Stadion pour l'Autriche et Wilhelm von Humboldt pour la Prusse<sup>13</sup>, ainsi que le diplomate russe Nesselrode. Il y a quelques absents pourtant : Gentz n'est pas venu pour cause de maladie, le cardinal Consalvi ne fera que passer au début de juin.

Avec les Alliés sont revenus de nombreux émigrés. Certains sont officiers généraux dans les armées d'invasion, au service de la Russie notamment : si le général Pozzo di Borgo est plus diplomate que militaire, Langeron commande un corps d'armée, Rastignac est général-major et Rochechouart, neveu du duc de Richelieu, gouverne la place de Paris pour l'armée russe. Saint-Priest est mort de ses blessures à Laon le 29 mars. Richelieu, retenu par son gouvernement d'Odessa, ne rentrera à Paris que plus tard.

D'autres émigrés reviennent avec le roi, ou l'ont précédé. Le comte d'Artois a contourné le nord de la France par la Hollande et le Rhin pour rejoindre le quartier général des coalisés par Bâle et Vesoul ; à Nancy il reçoit des royalistes de

l'intérieur et se présente aux Alliés comme le lieutenant général de son frère. La déchéance prononcée, il arrive à Paris le 12 avril et fait valider son titre par le Sénat. Son second fils, le duc de Berry, venu par Cherbourg avec son ami La Ferronnays, retrouve son père à Paris le 23. L'aîné, Angoulême, passé par Bordeaux, où il a fait acclamer les lys dès le 12 mars, se fait attendre encore un peu. Le roi arrive enfin, début mai, avec la duchesse d'Angoulême, sa nièce, et ses cousins le prince de Condé et le duc de Bourbon.

Ralenti par la goutte et l'obésité, il a attendu que la situation se décante et s'est fait précéder par une proclamation lancée le 20 avril depuis sa résidence de Hartwell. Après avoir échangé des compliments avec le prince régent d'Angleterre, il s'embarque enfin, escorté de son favori Blacas, et pose le pied à Calais le 24 avril. Après un arrêt à Compiègne, il parvient à Saint-Ouen le 2 mai, fait son entrée solennelle à Paris le lendemain et s'installe au palais des Tuileries dans le bureau même de l'Empereur. Le comte d'Artois, découvrant trois semaines plus tôt les décors et le mobilier remis à neuf par l'Empire, avait dû convenir que Bonaparte avait été un bon concierge<sup>14</sup> ! La victoire sur Napoléon s'exprime aussi par cette prise de possession, bientôt suivie de l'effacement de tout ce qui rappelle son souvenir, les N, les abeilles, les aigles...

D'autres absents reviennent encore. Fouché était arrivé d'Italie le 8 avril, après quelques détours forcés, bien marri d'avoir manqué les premiers moments et de n'avoir pu influencer sur les événements. Mme de Staël paraît le 12 mai, venue d'Angleterre. Le duc d'Orléans arrive très discrètement de Sicile le 17 mai, rassuré de se voir restituer aussitôt le Palais-Royal par Louis XVIII. Le duc d'Angoulême, demeuré avec l'armée anglaise dans le Sud-Ouest, s'attarde ensuite à Toulouse et Narbonne, et ne rejoint Paris que le 27 mai.

Bref, toute l'Europe antinapoléonienne est réunie à Paris pendant ces deux mois. À peine manque-t-il quelques protagonistes

ayant choisi de ne pas se joindre à la curée : Joseph de Maistre, à Saint-Petersbourg ; Pie VII, resté à Rome après un moment d'hésitation ; Mme Récamier en voyage à Naples ; la reine Marie-Caroline isolée à Vienne. Quant à Murat, toujours roi de Naples, il ne pouvait décemment paraître au milieu des vainqueurs, en dépit de l'alliance signée avec l'Angleterre et l'Autriche contre son beau-frère.

Il manque aussi ceux qui sont morts avant le terme de la lutte, mais dont le souvenir plane sur les célébrations. Nelson, tué à Trafalgar en 1805 après une victoire qui aura grandement contribué au triomphe final de l'Angleterre ; et William Pitt, l'adversaire indomptable des premières années. Cadoudal, le champion du combat royaliste, tombé en 1804, et Antraigues, le maître-espion des Bourbons, disparu en 1812. La reine Louise de Prusse, morte en 1810, les résistants allemands qui ont préparé la voie de l'insurrection nationale, Palm, Schill, Hofer, Staps, Kleist, Körner et d'autres. Le maréchal Koutouzov, mort d'épuisement en 1813, et Bagration, le héros d'Austerlitz, tombé à Borodino. Et le général Moreau, tué à Dresde au milieu de l'état-major allié. Enfin, même si personne ne pense alors à lui, comment ne pas citer aussi ce résistant de la première heure : Toussaint-Louverture, héros de l'indépendance d'Haïti, mort de froid dans la prison de Joux en 1803 ?

Le combat contre Napoléon avait mobilisé des forces gigantesques et de très nombreux individus. D'origines, de nationalités, de classes sociales et de qualités diverses, réunis peu à peu dans une lutte commune. Tous n'ont pas vaincu eux-mêmes Napoléon, certains ont succombé, d'autres ont perdu des batailles avant de gagner la guerre, mais tous ont contribué à sa défaite finale. Pourquoi et comment sont-ils entrés dans cette guerre devenue totale, comment l'ont-ils emporté ? Comment ce fleuve immense s'est-il formé pour tout balayer à partir d'un torrent primordial, renforcé au fil des ans d'une série d'affluents successifs ? Essayer de le comprendre sera l'objet de ce livre.

On distinguera donc plusieurs apports successifs. À l'origine, il y a ceux qui récusent d'emblée Bonaparte, sans attendre de l'avoir vu à l'œuvre. Non pour ce qu'il fait, mais pour ce qu'il incarne : la Révolution française, inacceptable dans son principe et dans ses effets, cette conquête qui l'a conduite aux « limites naturelles », sur le Rhin et en Belgique notamment. Il va de soi que le ci-devant comte de Provence, qui s'est proclamé régent à la mort de son frère Louis XVI en 1793, puis roi sous le nom de Louis XVIII en 1795 lorsqu'on annonce la mort de l'enfant du Temple, n'est pas compatible avec Bonaparte – sauf si celui-ci acceptait de le restaurer, comme Monk avait rétabli Charles II d'Angleterre en 1660. À défaut, le Premier consul, et *a fortiori* l'Empereur, n'est qu'un obstacle à écarter, un usurpateur à dénoncer, un ennemi à abattre. Son intérêt coïncide avec celui d'un autre ennemi tout aussi exclusif de Bonaparte : le gouvernement de William Pitt, en Angleterre, ne peut s'accommoder de voir la France demeurer en Belgique, en particulier à Anvers. Elle lui a fait la guerre en vain depuis 1793 pour l'en déloger, avec le concours des alliés qu'elle finance sur le continent. Des négociations de paix ouvertes avec le Directoire en 1796 ont échoué sur cet enjeu. Que Bonaparte renonce à conserver la Belgique, comme Louis XV l'avait fait en 1748 malgré la bataille de Fontenoy, la paix serait bientôt faite. S'il ne s'y résout pas, la guerre sera éternelle.

Outre ces deux ennemis essentiels dont Bonaparte hérite à son arrivée au pouvoir en 1799, il rencontre aussi dès l'origine, comme héritier de la Révolution française, l'hostilité de penseurs et d'hommes de plume qui ne peuvent admettre le principe même d'un tel bouleversement historique, les héritiers de Burke en particulier. Parmi les plus virulents, les plus talentueux, les plus dangereux, on a retenu deux auteurs très différents, l'un passionnément engagé dans le combat quotidien, l'autre plus visionnaire : Friedrich Gentz et Joseph de Maistre. Au nombre des adversaires que Bonaparte trouve d'emblée en

1799, on a cru devoir retenir enfin, sur un registre différent, deux ennemis personnels, l'un déclaré, l'autre plus secret, qui lui feront beaucoup de mal à terme : son rival corse Pozzo di Borgo et son concurrent militaire Bernadotte.

Une seconde série d'adversaires surgissent plus tard, après avoir fait d'abord crédit à Bonaparte, ou du moins ne pas l'avoir stigmatisé d'entrée de jeu. Le cas le plus remarquable est celui de Mme de Staël, qui accueille le coup d'État de Brumaire avec satisfaction, se jette à la tête du nouveau héros, espère devenir sinon son égérie, du moins son inspiratrice, mais, s'étant vue rabrouée sans grande élégance, se transforme en opposante acharnée. Autre cas particulièrement regrettable, celui du pape Pie VII, partenaire précieux du Premier consul, du Concordat au sacre de Notre-Dame, devenu malgré lui un adversaire redoutable de l'empereur qui entend renouveler Charlemagne. On peut rattacher à cette catégorie deux représentants de la seule puissance européenne qui refuse d'abord de participer aux coalitions contre Bonaparte : la reine Louise de Prusse et le baron de Stein ; ils ne deviennent des partisans de la guerre qu'au bout de quelques années, et dans le cas de Stein, un des ennemis les plus impitoyables de Napoléon.

Reste enfin la petite phalange de ceux qui terrassent l'Empereur, les derniers champions de ce combat titanesque. Deux politiques en premier lieu, l'empereur Alexandre de Russie et le ministre autrichien Metternich, qui ont en commun d'avoir habilement temporisé, voire collaboré, avant de passer à l'attaque. À eux se joint, moins flamboyant, mais déterminant, le ministre anglais Castlereagh, héritier de William Pitt. Et trois militaires incarnant les trois grandes nations européennes victorieuses de la France napoléonienne lors de la lutte finale : le Russe Koutouzov, le Prussien Blücher et l'Anglais Wellington. On peut ajouter à ces noms celui de Talleyrand, qui mène un long travail de sape avant de porter l'estocade.

PREMIÈRE PARTIE

LES ENNEMIS ORIGINELS



## CHAPITRE PREMIER

### Pitt et Nelson, ou la détermination

Arrivé à l'île d'Aix, après Waterloo, face à l'océan, Napoléon hésite : doit-il tenter le passage vers l'Amérique alors que la croisière anglaise patrouille au large de Rochefort ? Il aurait de bonnes chances de réussir, lui assure-t-on. Mais il choisit finalement de se livrer aux Anglais, craignant le ridicule d'une capture en mer et s'imaginant qu'ils pourraient se montrer magnanimes. Étrange naïveté romanesque après les avoir vus à l'œuvre depuis vingt ans. Il rédige alors sa fameuse lettre au prince régent le 13 juillet 1815 : « Je viens comme Thémistocle m'asseoir au foyer du peuple britannique. » Je m'adresse à vous, poursuit-il, « comme au plus puissant, au plus constant et au plus généreux de mes ennemis ». « Juste ciel, une lettre fort convenable », aurait jugé le destinataire. Pour la générosité, cela restait à vérifier. Mais nul doute que l'Angleterre avait bien été le plus constant et le plus puissant de ses ennemis.

Bonaparte l'avait trouvée sur sa route longtemps avant d'arriver au pouvoir. Dès 1793 à Toulon, où le jeune artilleur avait obligé l'amiral Hood à évacuer la rade ; puis en 1798, dans la baie d'Aboukir en Égypte, quand Nelson avait détruit l'escadre française au mouillage et « enfermé le conquérant dans sa conquête ». En Syrie l'année suivante, c'est Sydney Smith qui faisait échouer le siège de Saint-Jean-d'Acre en interceptant les navires qui apportaient à Bonaparte ses pièces de siège puis

en ravitaillant la ville par la mer. D'emblée, la marine anglaise est donc l'adversaire le plus contrariant. Et cela continuera jusqu'à la fin.

Cette Navy s'incarne avant tout dans la figure d'Horatio Nelson (1758-1805) : s'il n'en est pas le chef, s'il n'est pas le seul chef d'escadre victorieux, il est sa figure la plus glorieuse. Inspiré, audacieux, il a déjà porté plusieurs coups décisifs aux marines du camp adverse, hollandaise, espagnole et française, avant l'arrivée de Bonaparte au pouvoir. Il représente le combat sans merci de l'Angleterre contre la France dans la première phase du conflit. Une autre figure l'exprime également, de façon moins flamboyante, mais tout aussi tenace et impitoyable : celle de William Pitt (1759-1806), Premier ministre pendant près de vingt ans, de 1784 à 1806, avec une brève interruption de 1801 à 1804.

### *Deux acteurs précoces*

Les deux hommes ont presque le même âge. Ils ont hérité tous deux de la longue tradition qui fait de la France l'ennemi héréditaire de leur pays. Tradition ravivée encore, dix ans avant la Révolution, par la guerre d'Amérique. Nelson y a fait son baptême du feu aux Antilles. Quant à William Pitt, fils cadet du premier William Pitt (Lord Chatham), il a été bercé par le récit des triomphes de son père, qui avait mis l'ennemi français à genoux lors de la guerre de Sept Ans, et il a éprouvé l'humiliation de voir son pays tenu en échec par la coalition des insurgés américains, de la France, de l'Espagne et des neutres ligüés contre le « tyran des mers ». Une période de paix avait pourtant semblé s'ouvrir après le traité de Paris de 1783.

C'est alors que William Pitt devient Premier ministre, « premier lord du Trésor » comme on disait à l'époque, alors qu'il n'a que 24 ans. Nelson est précoce lui aussi : à 20 ans il est

capitaine et commande déjà une frégate. Tous deux appartiennent à l'élite sociale du pays. Pitt doit aux relations de son père son entrée à la Chambre des communes dès 1782, grâce à l'un de ces « bourgs pourris » dont disposent sans partage quelques grands propriétaires, et qui fournissent près de la moitié des députés. Nelson est fils d'un pasteur, mais aussi le petit-neveu par sa mère de Robert Walpole, qui gouverna l'Angleterre de 1721 à 1742, et le filleul d'Horace Walpole, grande figure sociale et intellectuelle du temps ; un oncle capitaine veillera également sur sa carrière.

L'éducation de Pitt a été plus soignée que celle du futur amiral : il a été nourri de culture antique par un précepteur, et instruit des choses de la politique par son père avant d'étudier à Cambridge. Le jeune Horatio, lui, a reçu de bonnes bases scolaires avant de prendre la mer à 13 ans et de s'instruire à fond du métier de marin ; cela lui permettra de bien connaître la mentalité des officiers, avec lesquels il nouera plus tard des relations exceptionnelles, cette fraternité du fameux *band of brothers* ; mais il comprend aussi, trait moins commun à l'époque, les sentiments des matelots du *quarter deck*, au point de susciter parmi nombre d'entre eux une adhésion comparable à celle des grognards envers l'Empereur.

En dépit de leurs chances initiales, il leur a fallu faire leurs preuves l'un et l'autre. Pitt est d'abord regardé avec ironie par ses collègues plus âgés, et il ne s'impose peu à peu que grâce à son énergie et à la force de son éloquence rationnelle. Quant à Nelson, en dépit de son mal de mer proverbial, il se plie à un long apprentissage qui lui fait parcourir « les sept mers du monde » et doit accepter de rester plusieurs années sans emploi : on ne recevait pas un navire sur la seule foi de son nom ou de ses relations, comme en France un régiment. Et si ses promotions sont rapides, le jeune homme les mérite, ayant déjà manifesté beaucoup de qualités lors de ses premières opérations antillaises.

Il reste que leur appartenance à une élite sûre d'elle-même ne prédisposait ni Pitt ni Nelson à la compassion envers les classes défavorisées ni à la compréhension pour le régime qui allait sortir de la Révolution française. William Pitt fait preuve pourtant d'abord de velléités réformatrices : redessiner un peu les circonscriptions électorales, mieux contrôler la Compagnie des Indes et surtout remédier aux injustices les plus criantes en Irlande. Il obtiendra l'Acte d'union qui supprime le Parlement de Dublin en 1800 et fait entrer 100 députés irlandais à la Chambre des communes, mais ne pourra venir à bout de la résistance des lords et du roi à son projet d'accorder l'égalité des droits aux catholiques. On invoque ensuite la guerre pour justifier l'immobilisme.

### *En haine de la France et de la Révolution*

L'Angleterre est en conflit avec la France bien avant que le général Bonaparte ne devienne le chef du gouvernement. Cette guerre n'est pas d'abord dirigée contre Napoléon, comme on le prétendra en 1814 pour les besoins de la propagande. Elle continue en réalité la lutte engagée contre Louis XIV par Guillaume d'Orange en 1689, et poursuivie ensuite au long du XVIII<sup>e</sup> siècle : Succession d'Espagne de 1701 à 1713, Succession d'Autriche de 1740 à 1748, guerre de Sept Ans de 1755-1756 à 1763, guerre d'Amérique de 1778 à 1783. On a pu parler non sans raison d'une troisième guerre de Cent Ans, après celles du XII<sup>e</sup> et du XIV<sup>e</sup> siècle. C'est bien cette guerre qui recommence en février 1793, même si l'exécution de Louis XVI fournit un argument de circonstance. Le Premier ministre anglais devient alors la figure de proue de la coalition contre-révolutionnaire (« Pitt et Cobourg »), engagée dans une lutte à mort avec la France. La Convention réplique en le décrétant « ennemi du genre humain » (7 août 1793).

William Pitt préparait depuis longtemps la revanche de la guerre d'Amérique<sup>1</sup>. On distingue souvent deux périodes dans sa carrière : avant la guerre à outrance, il y aurait eu une première décennie pacifique, vouée à rétablir l'équilibre financier avant toute chose, et dont il ne serait sorti que contraint et forcé par les circonstances et par la nécessité de s'opposer à l'expansionnisme de la France révolutionnaire. N'annonçait-il pas « quinze années de paix » en février 1792 ? Mais c'est surtout parce qu'il croyait la France affaiblie pour longtemps du fait des événements révolutionnaires. La réalité est donc plus nuancée. Dès son arrivée au pouvoir en décembre 1783, quelques mois après le traité de Versailles, il avait voulu tirer les leçons de l'échec et préparer la prochaine guerre, qu'il jugeait inévitable – comme du reste le ministre Vergennes du côté français. La mise en ordre des finances devait permettre le réarmement à venir. Au départ, la capacité combinée des marines française et espagnole – sur le papier du moins – excédait d'un tiers celle de l'Angleterre, et il s'agissait de remédier à ce retard. Au cours des années 1780, on mobilise de nouveaux moyens financiers, on complète les fortifications, on construit et rénove toujours plus de navires, on fabrique des canons et produit des munitions, grâce à des partenariats entre l'État et le secteur privé. On finance aussi tout un réseau de renseignement, en payant des indicateurs locaux, en envoyant des officiers observer les ports français de Brest et Toulon, et surveiller les travaux de Cherbourg qui inquiètent particulièrement.

En 1793, l'Angleterre est prête, à la différence de 1778. Dès 1790, le rapport des forces est tel que la seule menace suffit à dissuader la France de soutenir l'Espagne, son alliée, confrontée à un ultimatum de Londres après l'incident survenu à Nootka Sound – près de Vancouver –, d'autant plus que la Révolution désorganise déjà la marine et les chantiers navals.

La France a perdu la compétition navale avant le début de la guerre<sup>2</sup>.

À présent, il s'agit de cueillir les fruits de ce rapport de force, et Pitt s'y emploie avec une obstination indomptable. Tandis que l'Espagne et la Prusse se retirent de la lutte en 1795, et l'Autriche en 1797, l'Angleterre continue seule. La majorité parlementaire du Premier ministre est solide, et il peut compter pour conforter sa détermination sur son cousin Grenville au Foreign Office et sur Dundas à la Guerre<sup>3</sup>. Ils font échouer les quelques pourparlers engagés par Lord Malmesbury avec le ministre Delacroix à Paris en 1796, et repris à Lille en juillet 1797<sup>4</sup>. L'année suivante, ils écrasent l'insurrection irlandaise de Wolfe Tone, tandis que la République ne peut lui porter secours : Hoche avait dû renoncer du fait de la tempête en 1797, Humbert ne peut à présent débarquer assez d'hommes dans la baie de Bantry. Ces deux échecs rassurent les Britanniques, avant même que la victoire de Nelson à Aboukir n'ait levé la menace que la présence de Bonaparte en Égypte faisait peser sur l'Inde.

Or, la guerre est très fructueuse. Maîtres des mers, les Anglais s'emparent des colonies françaises : les comptoirs de l'Inde, y compris Pondichéry, dès 1793 ; la Martinique en 1794, Sainte-Lucie en 1796, les îles de Trinité et de Tobago en 1797. Mieux : lorsque les républicains conquièrent les Provinces-Unies en 1795, Londres en profite pour mettre la main sur la colonie hollandaise du Cap puis sur une partie de l'île de Ceylan, avec la place de Trinquemalay ; sur le Surinam enfin en 1799. Et quand l'Espagne s'allie à la France en 1796, un nouveau champ s'ouvre aux convoitises des Anglais, qui s'emparent de l'île de Minorque dans les Baléares en 1798. Toutes ces conquêtes assurent à l'Angleterre le monopole très lucratif des importations des denrées coloniales vers l'Europe, alors que la France dominait ce commerce avant la Révolution.

À cela s'ajoute une série de coups dévastateurs portés aux marines continentales : destruction ou saisie d'une trentaine de navires français à Toulon en 1793 ; victoire de praïrial (« du 1<sup>er</sup> juin ») près de Brest en 1794 ; victoires sans appel de Jervis au cap Saint-Vincent sur les Espagnols en février 1797 et de Duncan à Camperdown contre les Hollandais en octobre ; Aboukir enfin en août 1798 : « La plus grande victoire navale qu'il y ait eu au monde, selon William Pitt, la gloire en durera aussi longtemps que le nom anglais. » La marine britannique dispose alors d'une nette supériorité sur ses adversaires : du point de vue technique, mais aussi grâce à un entraînement rigoureux qui permet aux canons de tirer deux fois plus vite, ainsi qu'à une tactique innovante, celle des files parallèles, dont Nelson fera un usage particulièrement efficace pour la bataille d'anéantissement, avec l'attaque en masse et le combat rapproché<sup>5</sup>.

Chaque fois, ce sont des destructions de bâtiments et la perte de précieux équipages d'un côté, de nombreuses prises de navires de l'autre. La France à elle seule a perdu 60 vaisseaux de ligne et 137 frégates. La guerre paie donc très bien, et le rapport des forces navales a basculé en faveur de l'Angleterre bien avant Trafalgar.

Autre succès important, la Grande-Bretagne est désormais bien établie en Méditerranée. Celle-ci était demeurée longtemps une sorte de lac français malgré la conquête anglaise de Gibraltar en 1704, confirmée par les traités de 1713 et de 1783. Cette nouvelle guerre lui a permis non seulement de prendre Minorque, mais aussi de s'établir en Corse, à l'appel de Paoli, en 1794, et d'y fonder un royaume anglo-corse – Nelson a perdu un œil en assiégeant Calvi. Certes les Français reprendront l'île en 1796, mais des liens sont maintenus entre l'Angleterre et les ennemis corses de la Révolution ; Hudson Lowe formera bientôt un régiment de *Corsican Rangers* avec ces dissidents.

Plus graves sont pour la France les liens qui s'établissent entre le royaume des Deux-Siciles et l'Angleterre. Les escadres britanniques trouvent à Naples un abri précieux, très utile à Nelson lors de la campagne d'Égypte. La proximité de la reine Marie-Caroline avec l'épouse de l'ambassadeur anglais Hamilton, la liaison de l'amiral avec cette dernière font de lui le véritable maître du royaume. Il transfère la famille royale à Palerme lors de l'arrivée des Français de Championnet en janvier 1799, puis préside sans états d'âme aux horreurs de la répression bourbonnienne au mois de juin, faisant même pendre l'amiral Caracciolo au grand mât de son navire. « Nelson enchaîna ses victoires à Naples dans le châle de Lady Hamilton<sup>6</sup> », résume Chateaubriand. Il en sera récompensé par le titre sicilien de duc de Bronte et de Maniace, avec les revenus afférents, ainsi que par l'épée serties de diamants que Louis XIV avait donnée à son petit-fils Philippe V<sup>7</sup>. Quant à la source d'Aréthuse en Sicile, elle a fourni, dit-on, l'eau potable qui permit aux Anglais de l'emporter à Aboukir. Par la suite, à l'abri de sa muraille maritime, la grande île continuera d'être une base solide pour les opérations des Anglais en Italie du Sud et dans l'Adriatique. Bientôt leur installation à Malte, qu'ils sont en train d'assiéger au moment où Bonaparte prend le pouvoir, complétera ce dispositif.

### *L'Angleterre contre la Révolution*

Pitt peut donc être satisfait du bilan de ces six ans de guerre. Certes, le spectacle du continent est moins satisfaisant. Tandis que *Britannia rules the waves* sans rivale, fidèle à l'hymne patriotique de 1740, la République française a conquis la Belgique et la rive gauche du Rhin, elle domine la Hollande et une partie de l'Italie, a vassalisé l'Espagne et réduit à *quia* les grandes monarchies européennes. Pitt n'a pourtant pas

négligé ce front, la politique traditionnelle de l'Angleterre ne tolérant pas d'hégémonie continentale. Et cela d'autant plus que s'y ajoute une nouvelle dimension, de nature idéologique : même si le Premier ministre n'est pas un disciple de ce Burke qui a théorisé la Contre-Révolution dès 1790, il voit un risque de contagion révolutionnaire au sein de la société anglaise, où des mouvements de type « jacobin » sont apparus<sup>8</sup>. Danger d'autant plus grand que ces réformateurs dénoncent la guerre à outrance contre la France et réclament l'ouverture de négociations.

## NOTES

### Notes de l'introduction, p. 7

1. « Lui », *Les Orientales*, 1829, n° 40 (décembre 1828).
2. Pour une liste plus complète, Thierry Lentz, *Pour Napoléon*, Paris, Perrin, 2021, p. 13-15.
3. Chateaubriand, *Mémoires d'outre-tombe*, éd. M. Levaillant, Paris, Flammarion, 1949, t. 4, p. 653.
4. Charles de Gaulle, *La France et son armée*, Paris, Plon, 1938, p. 149.
5. Sergueï Ouvaroff, *Stein et Pozzo di Borgo*, Paris, 1847, p. 10.

### Notes du prologue, p. 11

1. Philippe de Ségur, *Un aide de camp de Napoléon*, t. 3, *Du Rhin à Fontainebleau*, Paris, Firmin-Didot, 1895, p. 436 (Gallica).
2. Freiherr von Helldorff, *Memoiren des Herzogs Eugen von Württemberg*, Francfort, 1862, t. 3, p. 113-119 (en ligne) ; extraits sur le blog L'Estafette, 31 mars 2018 ; André Delrieu, *Testament d'un vieux diplomate*, Paris, Baudry, 1846, t. 1 (Gallica).
3. Henry Houssaye, *1814*, Paris, Perrin, 1889, p. 458-460.
4. Emmanuel de Waresquiel, *Talleyrand. Le prince immobile*, Paris, Fayard, 2003, p. 440.
5. *Mémoires de la comtesse de Boigne*, Paris, Mercure de France, 1986 (1971), t. 1, p. 223.
6. Henry Houssaye, *1814*, *op. cit.*, p. 558 *sq.*
7. Lucien Graux, *Le Maréchal de Beurnonville*, Paris, Honoré Champion, 1929.
8. Sur ce personnage, Olivier Blanc, *Les Espions de la Révolution et de l'Empire*, Paris, Perrin, 1995, p. 144-166 et 202-224.
9. Hervé Robert, « Le choix décisif de Nicolas François Bellart : la proclamation du conseil général de la Seine du 1<sup>er</sup> avril 1814 », *Napoleonica*, 2015, p. 70-86 (en ligne).

10. Henry Houssaye, 1814, *op. cit.*, p. 589-590 ; *Mémoires du chancelier Pasquier*, Paris, Plon, 1893, t. 2, p. 366-375 (Gallica) ; Maurice Garçon, *La Tumultueuse Existence de Maubreuil, marquis d'Orvault*, Paris, Hachette, 1954.

11. Texte du traité dans Michel Kerautret, *Les Grands Traités de l'empire 1810-1815. Documents diplomatiques du Consulat et de l'Empire*, t. 3, Paris, Nouveau Monde éditions/Fondation Napoléon, 2004, p. 126-133. Pour les hésitations qui ont précédé : Charles-Éloi Vial, « 4, 6 et 11 avril 1814 : les trois actes d'abdication de Napoléon I<sup>er</sup> », *Napoleonica*, 2014, p. 3-24 (en ligne).

12. Jean Tulard a recensé quelque 200 pamphlets : *L'Anti-Napoléon*, Paris, Julliard, 1964 ; Alfred Germond de Lavigne, *Les Pamphlets de la fin de l'Empire, des Cent-Jours et de la Restauration*, catalogue raisonné, Paris, E. Dentu, 1879.

13. Son frère Alexandre, le savant, qui réside à Paris depuis longtemps, fait visiter la capitale à ses compatriotes, au roi de Prusse notamment.

14. Cité par Juliette Glikmann, *La Belle Histoire des Tuileries*, Paris, Flammarion, 2016, p. 273.

#### Notes du chapitre premier, p. 23

1. Roger Knight, *Britain against Napoleon. The Organization of Victory 1793-1815*, Londres, Allen Lane, 2013.

2. *Ibid.*, p. 20.

3. Ephraïm Douglass Adams, *The Influence of Grenville on Pitt's Foreign Policy 1787-1798*, Washington, Carnegie Institution, 1905 (en ligne) ; James Alexandre Lovat Fraser, *Henry Dundas, Viscount Melville*, Cambridge, The University Press, 1916 (en ligne).

4. John Lemoine, « Correspondance diplomatique de Lord Malmesbury. Sa mission en France », *Revue des Deux Mondes*, t. 14, 1846, p. 482-501 ; Albert Sorel, *L'Europe et la Révolution française*, t. 5, Paris, Plon, 1903, p. 113-124 ; Raymond Guyot, *Le Directoire et la paix de l'Europe, des traités de Bâle à la deuxième coalition*, Paris, Félix Alcan, 1911 ; Charles Ballot, *Les Négociations de Lille*, Paris, Édouard Cornély et Cie, 1910.

5. Philippe Masson, « Napoléon contre la marine anglaise », *Revue du Souvenir napoléonien*, n° 400, 1995.

6. Chateaubriand, *Mémoires d'outre-tombe, op. cit.*, t. 1, p. 521.

7. Le duché de Bronte devait appartenir aux héritiers de Nelson jusqu'en 1800.

8. Albert Goodwin, *The Friends of Liberty*, Londres, Hutchinson, 1979 ; Roger Wells, *Insurrection. The British Experience 1795-1803*, Gloucester, Sutton, 1983.